

Le premier ministre dit à M. Cournoyer qu'il est incompétent, et quand surgira un différend entre lui et son homologue provincial, histoire de faire bonne figure, on enverra un autre ministre tenter de réparer les pots cassés.

Monsieur le président, voilà un tableau fort triste. Si ces conflits existent, ce n'est pas parce que le fédéralisme n'est pas viable, mais simplement parce qu'il est administré par des «politicaillers» qui, gonflés de pouvoirs et de puissance, financière et autre, imposent au reste de la collectivité leurs vues mesquines, et ce sans consultation.

Pour résumer la situation en un mot: Ottawa est un centralisateur riche, et les provinces, dont le Québec, des autonomistes pauvres.

Cette lutte est plus particulièrement intense depuis une dizaine d'années. Et c'est toujours sur le terrain de la finance que cette lutte se livre.

Le gouvernement fédéral ne dit jamais aux provinces qu'il veut envahir les domaines qui relèvent de leur compétence: la propriété, le droit civil, l'éducation, la sécurité sociale. Il a dit qu'il s'agissait d'une question de finance ou plutôt de fiscalité, car gouvernement et fisc sont aujourd'hui à peu près synonymes. Mais une fois qu'on tient les cordons de la bourse, on commande tout.

Dans cette lutte, monsieur le président, qui dresse les centralisateurs fédéraux inconscients contre les autonomistes provinciaux aveugles, qui se fortifie? Il n'y a pas l'ombre d'un doute que c'est le gouvernement centralisateur, particulièrement depuis quatre ans, sous le régime de M. Trudeau qui, de plus, prend ses décisions—qu'il s'agisse de fiscalité, de sécurité sociale, de politique budgétaire, etc.—sans aucune consultation avec les provinces canadiennes.

Le gouvernement fédéral ne gagne jamais, mais il avance toujours! Quant aux autonomistes, ils ne cèdent jamais, mais ils perdent toujours du terrain. De toute façon, le fossé s'élargit entre ces deux ordres de gouvernement; le fédéralisme est mis en doute, et c'est malheureux.

Monsieur le président, de toute façon, la population canadienne, est inquiète devant cette situation et perd confiance dans ces deux théories. Elle se méfie des deux tendances, parce qu'elle doit également faire face à un problème d'ordre financier. La population ne se nourrit ni de constitution, ni de guerres de tapis rouge, ni de mouches. Elle veut vivre en paix et en sécurité dans un climat social progressif.

Monsieur le président, je pose cette question: Pourquoi les nombreuses conférences constitutionnelles aboutissent-elles toujours à rien? La réponse est très simple: Ottawa, très riche, s'y présente les mains pleines, alors que les provinces s'y présentent les mains vides. Il est facile de venir discuter à une conférence les mains pleines, quand on est riche; mais on les a nécessairement vides quand on est pauvre.

En effet, les invasions successives ont enrichi l'envahisseur et appauvri les provinces, d'où les énormes inégalités régionales qui découpent le Canada comme un casse-tête. Et il s'agit bien d'un casse-tête pour le gouvernement. Il a mis sur pied le ministère de l'Expansion économique régionale, qui vise à faire disparaître ces inégalités. Mais aujourd'hui, après plusieurs mois de tentatives et après avoir investi des centaines de millions de dollars, on n'est pas plus avancé qu'auparavant. Le premier ministre l'a dit, récemment, à Victoriaville, de même que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) à Sherbrooke.

[M. Fortin.]

C'est tout le Canada, monsieur le président, qu'il faudrait maintenant proclamer «zone désignée». En somme, tout le monde, tous les ordres de gouvernement, sont endettés, emprisonnés dans une camisole financière. Si ce n'était pas vrai, il n'existerait pas de ministère de l'Expansion économique régionale.

• (1720)

Le seul fait que ce ministère existe indique qu'il y a des problèmes financiers à tous les niveaux de gouvernement, d'un océan à l'autre.

Monsieur le président, les provinces, les municipalités et le gouvernement fédéral—le grand endetté et le grand entêté, qui est sur le point d'écraser lui-même sous le fardeau de sa dette publique—sont emprisonnés dans cette camisole financière. Voilà pourquoi, comme un monstre, le gouvernement fédéral impose de plus en plus de taxes, limitant d'autant les pouvoirs de dépenser des provinces, d'où le malaise financier dans lequel celles-ci se trouvent. Le premier ministre du Canada est lui-même prisonnier dans cette camisole de force, lui qui est à la tête du gouvernement le plus centralisateur et le plus endetté de l'histoire du pays et continue à ajouter son arrogance à ses attitudes intransigeantes.

Qu'en résulte-t-il? M. Trudeau—je le dis parce que je le crois de toutes mes forces—est le meilleur allié des ennemis de l'unité et de la prospérité du Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me permets de rappeler à l'honorable député que lorsqu'il fait allusion à un ministre ou au premier ministre, il devrait le faire en l'identifiant par son titre officiel et non par son nom.

M. Fortin: Je ne prononcerai plus ce nom, monsieur le président, car je sais qu'il s'agit d'un mauvais mot dans le langage des Canadiens.

Avec les mains pleines, le Québec ou les autres provinces pourraient aborder le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur le sourire aux lèvres et le triomphe sur le front. C'est sur le terrain de la finance artificielle contrôlée par la haute finance que naît et se développe la centralisation. C'est sur le terrain de la finance conforme aux faits que peut naître et vivre un peuple. Voilà pourquoi nous blâmons particulièrement le gouvernement actuel de ne pas avoir mis à la disposition des provinces les crédits suffisants pour assurer le développement, l'essor économique et le bien-être de la population.

Quel est le problème de base de toutes les provinces? L'argent! De quoi traite-t-on lors des conférences fédérales-provinciales ou interprovinciales? Du problème de l'argent. Qu'attend-t-on alors pour mater les forces financières et les mettre à la disposition des partenaires égaux de la Confédération?

En un mot, monsieur le président, il nous faut supprimer les sources du conflit pour vraiment réaliser la paix sociale au Canada. Puisque le conflit se situe au niveau de la fiscalité, puisque c'est par la porte des taxes que les centralisateurs pénètrent chez les victimes, créant une situation que toutes les provinces trouvent inacceptables, pourquoi ne pas simplement supprimer cette méthode désuète des gouvernements de se financer?

Au lieu de vider les portefeuilles précairement garnis des citoyens, pourquoi ne pas tirer simplement des crédits sur l'immense potentiel de production et de richesses du Canada?

Je ne puis bâtir une route ou un pont ou mettre sur pied tel programme, parce qu'Ottawa a accaparé tous les bras,